

# ECO

# BUSINESS PME - TPE - STARTUP

21 Septembre 2024

[www.lodj.ma](http://www.lodj.ma)



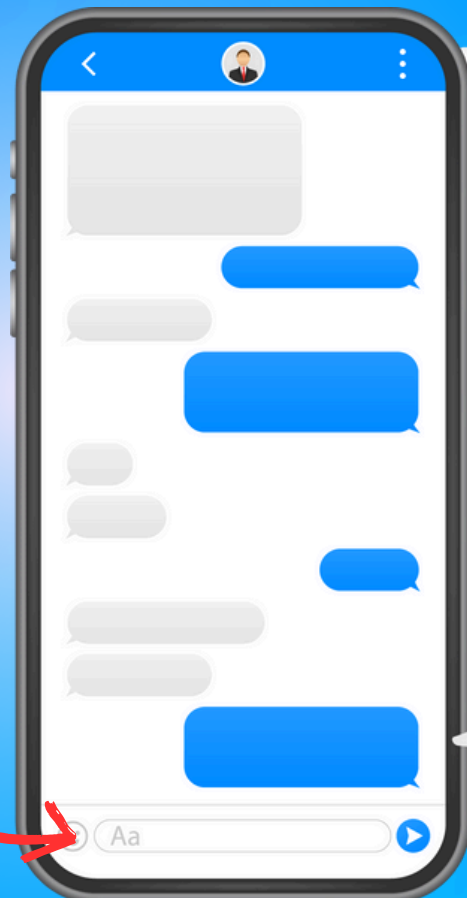
**Pourquoi les prix  
ne reviennent  
plus à la  
normale ?**

**POURQUOI LES PRIX NE REVIENNENT PLUS À LA NORMALE ?  
LA SHRINKFLATION : UN PHÉNOMÈNE MONDIAL AVEC DES  
RÉPERCUSSIONS LOCALES**



# L'ODJ .MA CHATBOT

WWW.LODJ.MA



PARLEZ-NOUS À TRAVERS NOTRE NOUVEAU CHATBOT  
ET OBTENEZ DES RÉPONSES INSTANTANÉES, IL EST LÀ POUR  
VOUS AIDER 24H/24.



SCAN ME



# Sommaire

**L'UMT menace de bloquer le projet de fusion CNOPS-CNSS**



**La méthode PISA et le HCP : une critique virulente**



**20 % des entrepreneurs informels n'ont jamais été à l'école**



**PLF Dossier : Prochainement sur vos écrans en 2025**



**Pourquoi les prix ne reviennent plus à la normale ?**



**Santé privée: quand les cliniques se vendent comme des petits pains**



**La Fed confirme une forte baisse de ses taux, une première depuis 2020**



## ÉDITO

# Pourquoi les prix ne reviennent plus à la normale ?



Au Maroc, un phénomène préoccupant prend de l'ampleur sur les étagères des supermarchés : la shrinkflation. Ce terme désigne la réduction de la taille ou de la quantité des produits tout en maintenant ou augmentant leur prix. Contrairement à l'inflation traditionnelle où les prix augmentent directement, la shrinkflation opère de manière plus subtile, sans nécessairement attirer l'attention immédiate du consommateur.

### **La Shrinkflation : Un phénomène mondial avec des répercussions locales**

Pour les entreprises, la shrinkflation est une stratégie qui leur permet de gérer l'inflation des coûts, que ce soit des matières premières, de l'énergie ou des transports, sans effrayer les consommateurs avec une augmentation de prix frontale. En réduisant discrètement les quantités, elles parviennent à compenser ces hausses et à maintenir leur rentabilité. Par conséquent, il s'agit bel et bien d'un moyen d'augmenter les marges tout en limitant les réactions négatives des consommateurs.

# Pourquoi les prix ne reviennent plus à la normale ?

Bien que la shrinkflation soit un phénomène mondial, ses effets sont particulièrement visibles au Maroc.

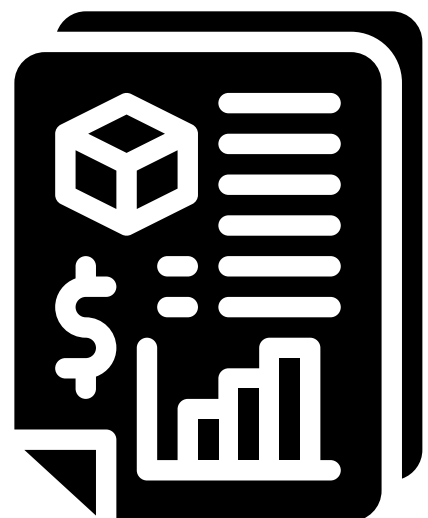
Dans un contexte où les coûts de production augmentent, notamment à cause de la hausse des matières premières et des coûts énergétiques, les entreprises cherchent à maintenir leurs marges tout en limitant les hausses de prix visibles. La shrinkflation devient alors une réponse à cette pression économique. Par exemple, un paquet de biscuits peut contenir moins de biscuits qu'auparavant, tout en conservant le même emballage et un prix similaire, voire supérieur.

**Mais pourquoi ces prix ne baissent-ils pas alors que, théoriquement, les conditions économiques pourraient s'améliorer avec une baisse des coûts ? La réponse réside dans une combinaison de facteurs structurels, psychologiques et économiques.**

Les facteurs structurels / Le rôle de la psychologie des consommateurs

L'un des principaux obstacles à une baisse des prix est lié aux coûts fixes des entreprises. Ces coûts comprennent les loyers, les salaires, les frais de distribution et autres charges qui, même en période de baisse des matières premières, ne diminuent pas forcément. En effet, de nombreuses entreprises doivent faire face à des contrats à long terme ou à des engagements financiers qui ne peuvent être ajustés rapidement.

De plus, la chaîne d'approvisionnement est souvent complexe. Les produits que l'on trouve dans les supermarchés marocains passent par plusieurs intermédiaires : producteurs, transporteurs, distributeurs, détaillants. Chacun d'eux ajoute sa propre marge, et une baisse des prix des matières premières ou des coûts de production ne se traduit pas immédiatement par une réduction des prix pour le consommateur final.



## Pourquoi les prix ne reviennent plus à la normale ?



**Au-delà des coûts économiques, il existe un aspect psychologique dans la fixation des prix. Les entreprises savent que les consommateurs s'habituent rapidement aux prix plus élevés et qu'une baisse soudaine pourrait éveiller des soupçons sur la qualité du produit. En d'autres termes, une entreprise qui réduit ses prix risque d'envoyer un signal négatif aux consommateurs, leur faisant penser que le produit est moins bon ou en fin de vie.**

Cette inertie psychologique explique pourquoi les entreprises sont réticentes à ajuster leurs prix à la baisse, même si les conditions économiques le permettent. La shrinkflation permet alors de maintenir les prix, tout en réduisant discrètement la quantité, évitant ainsi de heurter la perception des consommateurs.

Dans ce contexte, il est peu probable que les prix sur les étagères des supermarchés marocains reviennent à des niveaux antérieurs, même si les pressions inflationnistes s'atténuent. La structure même des coûts fixes, combinée aux stratégies marketing et à la psychologie des consommateurs, maintient les prix à un niveau élevé.

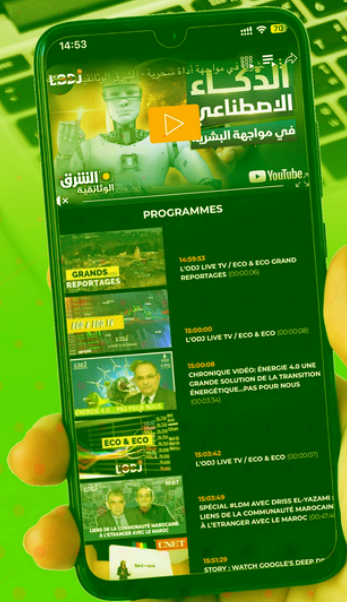
Cependant, le risque à long terme est que les consommateurs finissent par percevoir cette stratégie et que leur confiance dans les marques diminue. Cela pourrait pousser les entreprises à chercher des solutions alternatives, comme le développement de nouvelles gammes de produits ou des promotions ciblées pour attirer à nouveau les acheteurs.

En définitive, la shrinkflation s'impose comme une réalité durable dans l'économie marocaine. Les prix sur les étagères ne baissent plus pour des raisons économiques, mais aussi psychologiques et structurelles. Tant que ces dynamiques persisteront, les consommateurs devront s'adapter à cette nouvelle norme où la quantité des produits continue de diminuer, tandis que les prix restent élevés, voire augmentent encore.



# LA WEB TV ECO & ECO

REGARDER L'ODJ WEB TV EN LIVE STREAMING  
24H/7J AVEC REDIFFUSION EN VOD !



LA WEB TV QUI ALLIE ÉCONOMIE ET ÉCOLOGIE,  
POUR UN AVENIR DURABLE !

**+150.000**  
Télespectateurs / mois

**+20**  
émissions

**+500**  
épisodes



SCAN ME!

# Santé privée: quand les cliniques se vendent comme des petits pains

## Une autre clinique change de main à Casablanca : le secteur de la santé en mutation

Le secteur de la santé au Maroc connaît une transformation profonde avec une série de transactions majeures concernant les cliniques privées. La dernière en date est la vente de la Clinique De Vinci à Casablanca, l'une des plus prestigieuses du pays. Cet événement fait suite à la cession de l'Hôpital Privé de Béni-Mellal en 2023, ainsi qu'à la vente de trois établissements marocains par le groupe français Elsan Santé. Ces transactions s'inscrivent dans une tendance de rachat et de restructuration qui redessine le paysage hospitalier privé marocain.

Cette vague de rachats pose des questions sur les répercussions possibles pour les patients et le secteur de la santé dans son ensemble. D'un côté, l'arrivée de nouveaux investisseurs, souvent étrangers, pourrait apporter des bénéfices notables. En effet, ces rachats s'accompagnent souvent d'importants investissements qui peuvent améliorer les infrastructures et les services offerts par les cliniques. Cela pourrait se traduire par une modernisation des équipements médicaux, une meilleure qualité des soins, et un accès à des technologies plus avancées pour les patients. Pour certains, cela représente une opportunité de faire progresser le système de santé marocain et de répondre aux besoins croissants d'une population en demande de meilleurs services médicaux.

Cependant, ces transactions suscitent aussi des préoccupations quant à l'accessibilité et à l'équité des soins. L'entrée de groupes privés étrangers dans le secteur peut entraîner une hausse des tarifs des services médicaux, rendant les soins moins accessibles à une partie de la population. L'expérience d'autres pays, comme l'Espagne, a montré que le rachat de cliniques privées par des grands groupes financiers ou étrangers pouvait souvent se traduire par une augmentation des prix, ce qui pourrait creuser davantage les inégalités d'accès aux soins. Au Maroc, où une grande partie de la population peine déjà à se soigner dans le secteur privé, cette tendance pourrait aggraver la situation.

L'avenir du secteur de la santé privé au Maroc est donc marqué par cette dynamique complexe. D'un côté, des opportunités d'amélioration des infrastructures médicales grâce à des investissements étrangers, mais de l'autre, des risques liés à l'accessibilité et à la qualité des soins pour tous. Face à ces défis, il devient crucial que les autorités publiques renforcent la réglementation et mettent en place des mesures pour assurer que ces transformations se fassent dans l'intérêt des patients et non uniquement dans celui de la rentabilité.



ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE

les sept premiers mois de 2024

# LE DÉFICIT COMMERCIAL DU MAROC



ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE ALERTE

# LA FED CONFIRME UNE FORTE BAISSSE DE SES TAUX, UNE PREMIERE DEPUIS 2020

Le 18 septembre 2024, la Réserve fédérale américaine (Fed) a confirmé une réduction de ses taux d'intérêt de 0,5 %, une décision historique qui marque la première baisse significative depuis 2020. Cette mesure fait suite à des signaux alarmants d'un ralentissement économique aux États-Unis, aggravé par l'inflation persistante et les incertitudes liées aux conflits géopolitiques mondiaux. La Fed espère ainsi relancer l'économie en encourageant la consommation et l'investissement.

La Fed frappe fort : une baisse historique des taux d'intérêt !



co.tribune.

La baisse des taux d'intérêt par la Fed aura des répercussions économiques importantes, tant au niveau national qu'international. Aux États-Unis, cette décision pourrait faciliter l'accès au crédit pour les ménages et les entreprises, stimulant ainsi la consommation et la croissance. Toutefois, certains experts craignent que cette mesure ne contribue à une hausse de l'inflation à moyen terme. Sur le plan international, la baisse des taux pourrait affaiblir le dollar, affectant les pays émergents dont les dettes sont libellées en monnaie américaine. En comparaison avec d'autres économies, telles que l'Union européenne ou le Japon, où les taux sont également historiquement bas, cette décision de la Fed montre la complexité des choix monétaires en période d'incertitude économique.

La décision de la Fed de baisser ses taux d'intérêt témoigne d'une volonté de stabiliser l'économie américaine dans un contexte mondial fragile. À court terme, cette mesure pourrait apporter un soulagement temporaire aux entreprises et aux ménages, mais à long terme, l'incertitude demeure quant à son impact sur l'inflation et la stabilité économique mondiale.



## Chiffre de la semaine

# 13.000 Contre 7200

**Selon la feuille de route stratégique du ministère du Tourisme, le Maroc prévoit d'augmenter significativement sa capacité hôtelière, qui devrait dépasser 13.000 lits d'ici 2026, contre 7.200 en 2024.**

**Cette croissance sera progressive, avec une capacité attendue de 9.943 lits en 2025, reflétant les efforts du pays pour renforcer ses infrastructures touristiques et répondre à la demande croissante.**

# L'UMT menace de bloquer le projet de fusion CNOPS-CNSS



À l'aube de la rentrée politique 2024, une nouvelle polémique éclate au Maroc autour du projet de fusion de la Caisse nationale des organismes de prévoyance sociale (CNOPS) et de la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS). Ce projet, piloté par le gouvernement, vise à centraliser les services de sécurité sociale pour mieux harmoniser la gestion des prestations sociales. Cependant, les syndicats, en particulier l'Union marocaine du travail (UMT), s'opposent fermement à cette initiative, dénonçant un manque de consultation et craignant une détérioration des droits des bénéficiaires.

Politiquement, cette opposition de l'UMT pourrait marquer le début d'une nouvelle confrontation entre le gouvernement et les syndicats. Ce projet de loi n°54-23 est perçu par ces derniers comme une menace pour les 3,1 millions de bénéficiaires des deux caisses, et particulièrement pour les employés de la CNOPS, dont l'avenir semble incertain. Économiquement, une telle fusion pourrait entraîner une rationalisation des dépenses sociales, mais aussi une perte d'emplois dans le secteur public. À l'international, cette situation peut être comparée à des réformes similaires dans d'autres pays, où la centralisation des organismes sociaux a souvent suscité des débats houleux.

La menace de blocage par l'UMT met en lumière les tensions croissantes entre les syndicats et le gouvernement marocain. À court terme, cette opposition pourrait retarder l'adoption du projet de loi, mais à long terme, le défi sera de trouver un compromis entre une meilleure gestion des prestations sociales et la préservation des droits des employés concernés.

# Le Maroc progresse au classement mondial de l'e-gouvernement



**Le Maroc grimpe les échelons de l'e-gouvernement mondial !**

Le rapport 2024 des Nations Unies sur l'e-gouvernement a placé le Maroc en 90<sup>e</sup> position mondiale, une progression de 11 places par rapport à 2022.

Cette amélioration s'inscrit dans un contexte où la transformation numérique des administrations publiques est devenue un enjeu majeur pour les gouvernements dans le monde entier.

Avec un score de 68,41/100, le Royaume se positionne désormais comme l'un des leaders africains, occupant la quatrième place à l'échelle continentale.

Cette avancée témoigne des efforts du Maroc en matière de digitalisation des services publics, un domaine qui revêt une importance politique croissante. L'e-gouvernement améliore la transparence, l'efficacité administrative et l'accès des citoyens aux services publics. Économiquement, cela pourrait attirer davantage d'investissements étrangers, car une administration plus fluide est souvent perçue comme un signe de stabilité. Socialement, cette progression pourrait également renforcer la confiance des citoyens dans leurs institutions. Comparé à d'autres pays africains, le Maroc se distingue, bien que des défis subsistent pour rattraper des nations plus avancées, comme l'Estonie, qui est un modèle en matière d'e-gouvernement.

La progression du Maroc dans le classement de l'e-gouvernement montre les bénéfices d'une transition numérique bien planifiée. À court terme, cette dynamique pourrait continuer à renforcer l'image du Maroc à l'international, mais à long terme, des efforts supplémentaires seront nécessaires pour garantir une digitalisation plus inclusive et accessible à tous les citoyens.

## La méthode PISA et le HCP : une critique virulente

Depuis l'an 2000, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) publie son rapport Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA).

Ce rapport évalue les systèmes éducatifs mondiaux sur la base des performances des élèves de 15 ans en lecture, en mathématiques et en sciences.

Cependant, au Maroc, cette méthode est vue d'un mauvais œil par le Haut-Commissariat au Plan (HCP), qui considère que ces évaluations ne tiennent pas compte des spécificités

La critique du HCP va au-delà d'un simple désaccord technique. Elle traduit une tension plus large entre les visions internationales de l'éducation et les réalités locales. Politiquement, cela pose la question de la souveraineté éducative du Maroc face aux normes imposées par des organisations internationales.

Économiquement, les résultats souvent médiocres du Maroc dans les classements PISA peuvent affecter la confiance des investisseurs dans le potentiel éducatif du pays. En comparant cette situation à celle de la France, qui a également critiqué certains aspects de l'évaluation PISA, il devient évident que cette méthode est source de débats à l'échelle mondiale. du système éducatif national.



### Le Maroc se rebelle contre le PISA : une critique acerbe

Le débat sur la méthode PISA au Maroc met en lumière un enjeu central : la nécessité d'adapter les évaluations internationales aux réalités locales.

À court terme, cette polémique pourrait conduire à une réévaluation des critères d'évaluation, mais à long terme, elle pourrait aussi renforcer la volonté du Maroc de réformer son propre système éducatif.



# CAPITAL HUMAIN

## 20 % des entrepreneurs informels n'ont jamais été à l'école

Une enquête conjointe du ministère des Finances et de la Banque africaine de développement (BAD) a révélé que 20 % des entrepreneurs informels au Maroc n'ont jamais été scolarisés. Ce chiffre souligne les difficultés auxquelles cette frange de la population est confrontée pour accéder à la formalisation. L'étude montre également que seulement 15 % des entrepreneurs informels possèdent un diplôme universitaire ou de formation professionnelle.

Socialement, ces données mettent en lumière un grave problème d'éducation au Maroc, qui freine l'intégration des entrepreneurs dans l'économie formelle. L'absence de formation adéquate limite leur capacité à gérer efficacement une entreprise, à accéder aux financements, et à se conformer aux obligations fiscales. Économiquement, cela pèse lourdement sur la croissance du pays, car l'économie informelle représente une part importante du tissu entrepreneurial, sans pour autant contribuer pleinement aux recettes fiscales. Comparé à d'autres pays africains, où les taux de scolarisation des entrepreneurs informels sont également bas, le Maroc doit urgemment revoir ses politiques d'inclusion pour encourager la formalisation.



L'enquête sur les entrepreneurs informels met en lumière l'urgence d'améliorer l'accès à l'éducation et aux formations professionnelles pour favoriser l'intégration de cette frange dans l'économie formelle. À court terme, des mesures incitatives doivent être mises en place pour encourager la scolarisation des futurs entrepreneurs, tandis qu'à long terme, une politique d'accompagnement des entrepreneurs non scolarisés est nécessaire.

**Quand l'absence d'éducation bloque l'avenir des entrepreneurs marocains !**

## SPECULATION

# L'or pourrait dépasser les 1.000 Dh le gramme au Maroc !

**Le prix de l'or flambe à 1.000 Dh le gramme !**



Le prix de l'or, considéré depuis toujours comme une valeur refuge, connaît une montée spectaculaire en 2024. Les tensions géopolitiques mondiales, l'inflation galopante et l'incertitude économique ont contribué à cette flambée. Au Maroc, les experts anticipent que le prix du gramme d'or pourrait dépasser les 1.000 Dh d'ici la fin de l'année, marquant un niveau record.

Cette hausse des prix de l'or pourrait avoir plusieurs conséquences sur l'économie marocaine. Les investisseurs, à la recherche de stabilité face à la volatilité des marchés, pourraient intensifier leurs achats de métaux précieux, créant ainsi une demande encore plus forte. Socialement, cela pourrait accentuer les inégalités, car seuls les ménages les plus aisés auront les moyens de se protéger de l'inflation en investissant dans l'or. Sur la scène internationale, cette hausse n'est pas propre au Maroc, des pays comme l'Inde ou la Chine ont aussi constaté une forte demande en or.



Si l'ascension de l'or est vue comme une opportunité d'investissement, elle soulève également des questions sur l'avenir économique mondial. À court terme, cette hausse semble inévitable, mais à long terme, l'incertitude économique mondiale pourrait rendre ces investissements plus risqués.



## RESSOURCES NATURELLES

# “ GUERCIF: LE TRÉSOR CACHÉ DU SOUS-SOL MAROCAIN! ”

Predator Oil & Gas, une société américaine spécialisée dans l'exploration énergétique, a annoncé des découvertes prometteuses dans le sous-sol de Guercif, au Maroc. En plus de son potentiel en gaz combustible, le puits MOU-5 pourrait également contenir de l'hélium, un gaz rare et très recherché pour ses nombreuses applications industrielles, notamment dans les domaines de la santé et de la haute technologie. Cette découverte pourrait représenter une opportunité économique majeure pour le Maroc.

Sur le plan économique, la découverte d'hélium à Guercif pourrait considérablement renforcer la position du Maroc dans le secteur énergétique. L'hélium est un gaz précieux, utilisé dans des technologies avancées comme les IRM, et son extraction pourrait générer des revenus importants pour le pays. Politiquement, cette annonce pourrait également renforcer les relations entre le Maroc et ses partenaires étrangers, notamment l'Europe, qui est en quête de nouvelles sources d'énergie. Comparé à d'autres découvertes dans des régions comme le Qatar ou l'Australie, qui sont les principaux producteurs mondiaux d'hélium, le Maroc pourrait devenir un acteur clé dans ce marché en pleine expansion.

La découverte d'hélium à Guercif ouvre de nouvelles perspectives économiques pour le Maroc. À court terme, cette découverte pourrait attirer des investissements étrangers dans le secteur de l'énergie, mais à long terme, le développement de cette ressource dépendra de la mise en place d'une infrastructure adaptée pour son extraction et sa commercialisation.

## PLF : Prochainement sur vos écrans en 2025



**Le projet de Loi de Finances pour l'année 2025, avec ses réformes fiscales et douanières ambitieuses, reflète la volonté du gouvernement d'accompagner la transition vers une économie plus durable tout en soutenant la classe moyenne. Cependant, une analyse à la fois à charge et à décharge de ces propositions s'impose pour en évaluer pleinement les impacts.**

Leurs regards, chargés de douleur et de désespoir, nous hantent encore, et les images de cette souffrance ont traversé les frontières, exposant au monde entier la fracture qui déchire notre société ou plutôt, cet autre Maroc que les responsables ont souvent négligé. Bien entendu, c'est une tâche noire que nous tous, chacun à son niveau, portons avec honte. Or ces scènes ont été immédiatement instrumentalisées par les ennemis du Maroc, à l'intérieur comme à l'extérieur, qui n'attendaient que cela pour profiter du mal-être et attaquer l'intégrité et la stabilité de notre pays. Mais encore, faut-il souligner que les vagues humaines étaient étoffées par un grand nombre d'étrangers qui se sont immiscés dans les foules et présentés tous comme des Marocains qui fuient leur pays par les réseaux sociaux ? Ce qui doit nous pousser à une réflexion sérieuse.

Cependant, la mise en œuvre de cette mesure pourrait poser des défis logistiques et techniques, notamment en termes de coûts et d'efficacité. Le secteur pétrolier, déjà sous pression avec la volatilité des prix internationaux, pourrait transférer ces coûts supplémentaires au consommateur, augmentant ainsi les prix à la pompe. La taxe carbone, autre mesure phare, vise à promouvoir une fiscalité verte en réponse aux enjeux climatiques.

Toutefois, si cette taxe est mal calibrée, elle pourrait nuire à la compétitivité des industries locales, notamment les secteurs fortement consommateurs d'énergie, en alourdissant leur facture énergétique.

La réglementation des métaux précieux est également un point crucial pour améliorer la traçabilité. Dans un marché en plein essor, cette mesure pourrait apporter plus de confiance dans les transactions et réduire les risques de fraude.

Mais, là encore, la bureaucratisation excessive pourrait freiner la croissance du secteur en imposant des coûts administratifs supplémentaires aux entreprises.

Enfin, la réforme du Code de Recouvrement est présentée comme un levier pour optimiser les créances publiques.

Bien que nécessaire, il existe des craintes que l'augmentation de la pression sur les contribuables endettés ne crée des tensions sociales, notamment dans un contexte où beaucoup luttent déjà pour se remettre des impacts économiques de la pandémie et de l'inflation.

# PLF : Prochainement sur vos écrans en 2025

## Réforme fiscale 2025 : soulagement pour la classe moyenne, mais quid des recettes ?

Sur le front fiscal, le projet de Loi de Finances 2025 se veut un souffle d'air frais pour la classe moyenne, avec des réformes telles que l'augmentation du revenu exonéré de 30 000 à 40 000 dirhams. En exemptant de l'impôt les revenus inférieurs à 6 000 dirhams par mois, cette mesure répond à une demande sociale pressante pour alléger le poids fiscal sur les ménages à revenus modestes. De plus, la réduction des taux d'imposition, notamment le taux marginal passant de 38% à 37%, traduit une volonté d'encourager la consommation et d'injecter de la liquidité dans l'économie.

Cependant, ces réformes ne sont pas sans risques. Une réduction généralisée des impôts, bien qu'allégeant la pression sur les contribuables, pourrait diminuer les recettes de l'État, compromettant ainsi la capacité du gouvernement à financer ses projets d'infrastructure et ses réformes sociales. Le dilemme ici réside dans la balance entre stimuler la demande et maintenir la stabilité budgétaire. Si les déficits se creusent, il pourrait être nécessaire de compenser par des emprunts ou de nouvelles taxes, ce qui pourrait à terme annuler les effets positifs attendus.

La réduction d'impôt pour charges de famille (portée à 500 dirhams par personne à charge) est un autre point positif, car elle s'attaque à la charge fiscale pour les familles nombreuses. Cependant, il est crucial de s'interroger sur la capacité de l'administration fiscale à s'assurer que ces avantages sont correctement appliqués, en évitant toute fraude.

## Lutte contre la fraude : un défi nécessaire mais complexe

Le dernier volet concerne la lutte contre la fraude fiscale. Si l'objectif d'intégrer le secteur informel dans l'économie officielle est louable, il nécessite une approche nuancée. Le secteur informel représente une part importante de l'économie marocaine, et sa régularisation pourrait être perçue comme une contrainte plutôt qu'une opportunité par ceux qui en dépendent pour leur subsistance. Les sanctions excessives ou une régulation trop rigide risquent de pousser certains acteurs encore plus loin dans la clandestinité, plutôt que de les inciter à se conformer aux normes fiscales.

### Conclusion

Les mesures fiscales et douanières du projet de Loi de Finances pour 2025 visent à moderniser l'économie marocaine et à la rendre plus résiliente aux chocs externes. Si elles offrent des avantages indéniables pour la classe moyenne et le climat des affaires, elles comportent aussi des risques potentiels, notamment en termes de perte de recettes fiscales et d'effets inflationnistes. Le succès de ces réformes dépendra de leur mise en œuvre pragmatique, avec un juste équilibre entre les objectifs de croissance économique et de justice sociale.

# La Guerre contre le Carbone : L'industrie Marocaine à l'heure de la révolution verte



## La Taxe Carbone et ses Impacts sur l'Économie Marocaine / Une taxe au service de l'environnement

**L'introduction d'une taxe carbone dans le cadre du Projet de Loi de Finances pour 2025 représente une avancée majeure dans les efforts du Maroc pour lutter contre le changement climatique. Cette nouvelle fiscalité verte vise à réduire les émissions de gaz à effet de serre en incitant les entreprises et les consommateurs à adopter des pratiques plus respectueuses de l'environnement. Cependant, comme toute réforme fiscale de grande envergure, elle comporte des avantages, mais aussi des risques potentiels pour l'économie du pays.**

La taxe carbone s'inscrit dans une stratégie mondiale de réduction des émissions polluantes et fait écho aux engagements du Maroc dans le cadre des accords internationaux sur le climat, notamment l'Accord de Paris. En imposant une taxe sur les produits et services les plus émetteurs de carbone, cette mesure vise à encourager un changement des comportements, tant chez les entreprises que chez les consommateurs. Les industries les plus polluantes seront incitées à adopter des technologies plus propres ou à revoir leurs procédés de production pour réduire leur empreinte carbone.

Le Maroc, avec ses ambitions de devenir un leader en matière d'énergies renouvelables, pourrait tirer parti de cette taxe pour stimuler davantage le développement de secteurs comme l'énergie solaire, éolienne et hydraulique. Le renforcement de la fiscalité verte pourrait également attirer des investissements étrangers dans les technologies vertes, consolidant ainsi la position du pays sur la scène internationale en tant que modèle de transition énergétique.

## **Mais attention, des impacts économiques à surveiller et des Des mesures d'accompagnement nécessaires**

Bien que la taxe carbone présente des avantages environnementaux évidents, elle pourrait aussi entraîner des répercussions économiques non négligeables. L'une des principales inquiétudes est liée à la compétitivité des entreprises marocaines. En effet, les secteurs à forte intensité énergétique, tels que l'industrie lourde, la production de ciment ou encore l'agriculture, pourraient voir leurs coûts augmenter de manière significative. Ces industries, déjà confrontées à des marges parfois réduites, risquent de répercuter ces coûts supplémentaires sur les prix de leurs produits, entraînant une inflation sur certains biens essentiels.

Le secteur énergétique marocain, qui repose encore en grande partie sur les combustibles fossiles, sera également impacté. Le coût de production de l'électricité pourrait augmenter si les entreprises ne parviennent pas à adopter rapidement des solutions moins polluantes. Cela pourrait, à terme, affecter les consommateurs, en particulier les ménages à revenus modestes, qui pourraient voir leur facture énergétique grimper.

Pour atténuer les effets négatifs de la taxe carbone, le gouvernement devra mettre en place des mesures d'accompagnement destinées aux secteurs les plus vulnérables. Il pourrait, par exemple, offrir des subventions ou des allègements fiscaux temporaires aux entreprises qui s'engagent à réduire leur empreinte carbone. De plus, l'État devra renforcer les investissements dans les infrastructures vertes afin de faciliter l'accès aux technologies propres et aux énergies renouvelables pour l'ensemble des acteurs économiques.

Il est également crucial d'accompagner cette réforme d'un soutien accru aux ménages les plus modestes, qui risquent d'être les premières victimes des hausses de prix induites par la taxe carbone. Des programmes de subvention ou d'aide à l'accès aux énergies renouvelables pour ces ménages pourraient permettre de compenser l'impact de cette nouvelle fiscalité.

Un équilibre délicat à trouver, l'introduction de la taxe carbone dans la Loi de Finances 2025 constitue un pas important vers une économie marocaine plus respectueuse de l'environnement. Toutefois, le succès de cette mesure dépendra de la capacité du gouvernement à trouver un équilibre entre les impératifs écologiques et la nécessité de maintenir la compétitivité de l'économie. Des mesures de soutien ciblées et une mise en œuvre progressive seront indispensables pour garantir que la transition verte du Maroc n'alourdisse pas excessivement la charge économique pesant sur les entreprises et les ménages.

Ainsi, la taxe carbone, bien qu'indispensable pour répondre aux enjeux climatiques, devra s'accompagner d'une réflexion stratégique pour éviter qu'elle ne pèse trop lourdement sur l'économie nationale tout en atteignant ses objectifs environnementaux.

## Quand la classe moyenne Marocaine respire : Le Plan Fiscal de 2025, un souffle économique ?

Le projet de Loi de Finances pour 2025 introduit des réformes fiscales ambitieuses visant à alléger la charge financière qui pèse sur la classe moyenne marocaine. Ce groupe, souvent décrit comme le moteur de la consommation et du dynamisme économique, a longtemps été sous pression en raison de la hausse du coût de la vie et d'une fiscalité jugée trop lourde. Ces nouvelles mesures cherchent à redonner un souffle à cette classe, en améliorant son pouvoir d'achat et en stimulant la consommation intérieure.

L'une des mesures phares de cette réforme est l'augmentation du seuil de revenu exonéré d'impôt, passant de 30 000 à 40 000 dirhams par an. Concrètement, cela signifie qu'un plus grand nombre de Marocains verront leurs revenus totalement exemptés d'impôts. Cette décision bénéficie directement à la classe moyenne inférieure, notamment aux ménages dont les revenus ne dépassent pas les 6 000 dirhams par mois.

Cette exonération permettra de libérer une partie des revenus auparavant ponctionnés par l'impôt, offrant ainsi aux familles un pouvoir d'achat accru. Ces fonds supplémentaires pourront être réinjectés dans l'économie, notamment à travers la consommation de biens et services, stimulant ainsi la demande intérieure. Ce levier est d'autant plus pertinent dans un contexte de reprise économique où le renforcement de la consommation est crucial pour soutenir la croissance.

Outre l'augmentation du seuil de revenu exonéré, la réforme prévoit également une réduction des taux d'imposition pour la classe moyenne. Une baisse de 50 % de la charge fiscale pour ce groupe, ainsi qu'une réduction du taux marginal de 38 % à 37 %, sont prévues. Cette mesure constitue un véritable soulagement pour de nombreux foyers qui se sentent souvent coincés entre les taxes élevées et les dépenses courantes.



**Augmentation du revenu exonéré : un bol d'air pour les ménages / Réduction des taux d'imposition : une bouffée d'air frais**

# POUVOIR D'ACHAT

Cependant, cette baisse soulève aussi quelques interrogations. Si elle offre une plus grande marge financière aux ménages, elle pourrait également entraîner une baisse des recettes fiscales pour l'État. Ce manque à gagner pourrait affecter certains programmes publics ou services essentiels, à moins que le gouvernement ne trouve d'autres sources de financement pour compenser cette diminution des recettes.

Une autre mesure significative est la réduction d'impôt pour les charges de famille, qui est portée à 500 dirhams par personne à charge. Cette disposition a un impact direct sur les familles nombreuses, particulièrement celles appartenant à la classe moyenne, en réduisant leur fardeau fiscal.

Pour de nombreux foyers, les charges liées à l'éducation, à la santé et aux besoins quotidiens des enfants peuvent rapidement devenir écrasantes. En augmentant cette réduction, le gouvernement entend alléger une partie de cette pression et aider ces familles à mieux faire face à leurs responsabilités financières.

Soutien à la consommation et risques potentiels

Ces mesures fiscales sont clairement orientées vers un soutien à la consommation intérieure. En redonnant du pouvoir d'achat à la classe moyenne, le gouvernement espère stimuler l'économie à travers l'augmentation des dépenses des ménages. La classe moyenne, en tant que groupe majeur de consommateurs, est censée jouer un rôle crucial dans cette dynamique.

Cependant, cette réforme n'est pas sans risque. Si la réduction des impôts est mal compensée, le gouvernement pourrait faire face à des déficits budgétaires, mettant en péril certains projets publics. De plus, une pression trop forte sur les recettes fiscales pourrait contraindre le gouvernement à recourir à des emprunts ou à l'augmentation d'autres taxes, ce qui pourrait annuler les gains obtenus par la réforme fiscale.

Conclusion : un équilibre délicat à trouver

Les nouvelles mesures fiscales de 2025 représentent une avancée significative pour la classe moyenne marocaine avec un équilibre délicat à trouver.

En augmentant les seuils d'exonération, en réduisant les taux d'imposition et en soutenant les familles, le gouvernement semble avoir trouvé des moyens efficaces pour alléger la charge fiscale pesant sur ce groupe clé de la société. Toutefois, le succès de ces réformes dépendra de leur mise en œuvre, ainsi que de la capacité de l'État à maintenir un équilibre budgétaire tout en soutenant la consommation intérieure. Un suivi attentif sera nécessaire pour évaluer l'impact réel de ces mesures sur l'économie et sur la classe moyenne.

## Secteur Informel : La Révolution Silencieuse du Projet de Loi de Finances 2025

**Les réformes fiscales de 2025 : un levier d'intégration**

**Le Secteur Informel au Maroc : Une Intégration Difficile mais Nécessaire grâce aux Réformes Fiscales 2025**



Le secteur informel joue un rôle crucial dans l'économie marocaine, représentant une part importante de l'activité économique du pays. Ce secteur, souvent mal régulé et échappant aux mécanismes fiscaux traditionnels, offre pourtant des moyens de subsistance à des millions de Marocains. Toutefois, sa régularisation est un défi majeur pour le gouvernement. Le projet de Loi de Finances pour 2025 tente de répondre à cette problématique en introduisant des réformes fiscales visant à intégrer le secteur informel dans l'économie formelle. Bien que cette intégration soit nécessaire pour renforcer la base fiscale et améliorer les conditions de travail, elle n'en reste pas moins un processus complexe, nécessitant une approche équilibrée.

Le secteur informel représente près de 30 % du produit intérieur brut (PIB) du Maroc et emploie un grand nombre de travailleurs dans diverses industries, notamment le commerce, l'artisanat, et l'agriculture. Il offre des emplois souvent précaires, sans contrat formel ni protection sociale, ce qui en fait un refuge pour une grande partie de la population vulnérable. Toutefois, en restant en dehors du cadre fiscal et réglementaire, ces activités échappent aux contributions fiscales, créant ainsi un manque à gagner significatif pour l'État.

Le projet de Loi de Finances 2025 introduit plusieurs mesures visant à renforcer la lutte contre la fraude fiscale et à inciter les acteurs du secteur informel à rejoindre l'économie formelle. Ces réformes incluent des incitations fiscales, telles que des exonérations temporaires ou des taux d'imposition réduits pour les nouvelles entreprises enregistrées, afin de rendre la transition moins contraignante.

Par exemple, l'introduction d'une amnistie fiscale temporaire pourrait permettre aux entreprises informelles de régulariser leur situation sans craindre de sanctions lourdes. En outre, des programmes d'accompagnement pourraient être mis en place pour aider ces entreprises à s'adapter aux exigences administratives et fiscales, rendant le passage à la formalité plus attrayant et moins intimidant.



# Secteur Informel : La Révolution Silencieuse du Projet de Loi de Finances 2025

L'intégration du secteur informel présente de nombreux avantages pour l'économie marocaine. D'une part, cela permettrait de renforcer les recettes fiscales, offrant ainsi à l'État des moyens supplémentaires pour financer des projets d'infrastructure ou des programmes sociaux. D'autre part, cela améliorerait les conditions de travail des salariés en les dotant de droits sociaux et de protection, tels que l'accès à la couverture médicale et à la retraite.

Malgré les incitations prévues, l'intégration du secteur informel n'est pas sans obstacles. L'un des principaux défis réside dans la méfiance des acteurs informels vis-à-vis du système fiscal et administratif. Beaucoup craignent que la formalisation de leurs activités ne se traduise par des charges fiscales et administratives trop lourdes, susceptibles de menacer leur rentabilité déjà faible.

De plus, une grande partie du secteur informel repose sur des relations de confiance locales et informelles, ce qui complique l'application de régulations formelles. Par exemple, dans le secteur de l'artisanat ou du commerce de proximité, les transactions se font souvent sans factures ou documentation officielle, rendant difficile la transition vers un cadre plus réglementé.

Le manque de sensibilisation et d'éducation financière constitue également un frein à l'intégration. Beaucoup d'acteurs informels ne sont pas suffisamment informés des bénéfices potentiels de la formalisation, ou ne disposent pas des compétences nécessaires pour gérer les aspects administratifs de la formalisation.

L'intégration du secteur informel au Maroc est donc une tâche difficile, mais essentielle. Les réformes fiscales de 2025 tentent de trouver un équilibre entre la carotte et le bâton : des incitations pour encourager la formalisation, et des sanctions pour dissuader la fraude fiscale. Cependant, la réussite de cette intégration dépendra de la capacité du gouvernement à mettre en place un accompagnement adapté et à gagner la confiance des acteurs informels.

Le projet de Loi de Finances 2025 offre, une nouvelle fois, une opportunité unique pour accélérer l'intégration du secteur informel dans l'économie marocaine. Si cette intégration est indispensable pour renforcer la base fiscale du pays et améliorer les conditions de travail, elle doit être menée de manière progressive et en tenant compte des spécificités de ce secteur. Les incitations fiscales et l'accompagnement personnalisé seront cruciaux pour garantir que cette transition se fasse de manière équitable et durable, en évitant de fragiliser les acteurs qui dépendent du secteur informel pour leur survie.

# Lutte contre la fraude fiscale : une augmentation des recettes de TVA



Le gouvernement marocain a récemment intensifié sa lutte contre la fraude fiscale, notamment en ciblant les utilisateurs de factures fictives. Grâce aux mesures incluses dans la loi de finances, le Trésor public a enregistré une hausse de 14,8 % des recettes de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) au cours des huit premiers mois de l'année 2024. Cette augmentation a particulièrement concerné la TVA intérieure, qui a progressé de plus de 21 %, atteignant près de 28 milliards de dirhams.

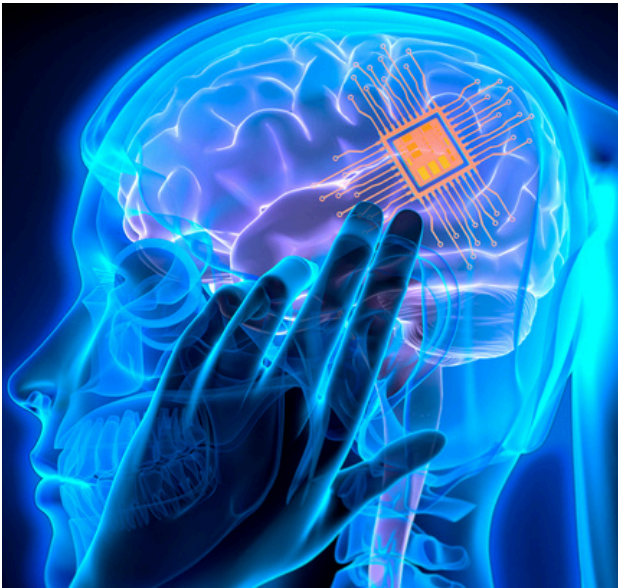
Économiquement, cette hausse des recettes de la TVA est une bonne nouvelle pour le Trésor marocain, qui bénéficie directement de ces efforts pour combattre la fraude fiscale. Politiquement, ces résultats renforcent la légitimité des mesures de lutte contre la fraude, souvent critiquées par certaines entreprises, mais nécessaires pour garantir l'équité fiscale. Socialement, une plus grande collecte de la TVA pourrait permettre de financer des services publics essentiels. Comparé à d'autres pays, le Maroc semble suivre la tendance mondiale visant à renforcer la régulation fiscale pour maximiser les recettes publiques.

## Le Trésor marocain renfloué grâce à la chasse aux fraudeurs !

## La lutte contre la fraude fiscale booste les recettes de la TVA !



La hausse des recettes de TVA, conséquence des efforts contre la fraude fiscale, illustre l'efficacité des mesures mises en place. À court terme, cette augmentation des recettes est positive pour le budget national, mais à long terme, le défi réside dans la capacité du gouvernement à maintenir ces résultats tout en allégeant les procédures fiscales pour les entreprises honnêtes.



Cette approbation de la FDA marque un tournant dans le développement des technologies médicales. Sur le plan social, les personnes souffrant de cécité ou de paralysie pourraient bientôt bénéficier d'une nouvelle autonomie, bouleversant ainsi leur qualité de vie. D'un point de vue économique, Neuralink se positionne comme un acteur clé dans le domaine des biotechnologies, ouvrant la voie à de nouveaux marchés lucratifs. Politiquement, cette avancée pourrait relancer le débat sur l'éthique des implants cérébraux et la régulation des technologies interfèrent avec le cerveau humain. En comparaison avec des dispositifs médicaux similaires, comme les implants cochléaires pour les malentendants, Neuralink se distingue par son ambition de s'adresser à des cas neurologiques complexes.



## NEURALINK OBTIENT LE FEU VERT POUR UN DISPOSITIF RÉVOLUTIONNAIRE

La Food and Drug Administration (FDA) des États-Unis a récemment approuvé un projet révolutionnaire développé par la société Neuralink, dirigée par Elon Musk. Ce dispositif, un implant cérébral, a pour ambition de permettre aux personnes aveugles de retrouver la vue pour la première fois. Il s'agit d'une avancée majeure dans le domaine des interfaces cerveau-machine, un secteur qui pourrait révolutionner les soins médicaux et les interactions homme-machine.



### VOIR À NOUVEAU GRÂCE À NEURALINK : UNE RÉVOLUTION APPROUVÉE PAR LA FDA !

Neuralink, avec l'approbation de la FDA, s'apprête à bouleverser le monde de la médecine. À court terme, cela pourrait apporter des solutions révolutionnaires pour des millions de personnes handicapées, mais à long terme, des questions éthiques et réglementaires devront être clarifiées pour garantir une utilisation sûre de ces technologies.



## IMPORTER DE LA VIANDE CONGELÉE EST BIEN MEILLEUR QUE DU VEAU FRAIS ?

D'autres pays, comme l'Égypte, ont également eu recours à des importations massives de viande pour répondre à des crises similaires. Cependant, cette approche, bien que pragmatique à court terme, soulève des questions sur la durabilité et la dépendance accrue aux importations alimentaires dans des pays où l'élevage fait partie intégrante de l'économie locale.

Pour pallier la pénurie de viande rouge, le Maroc a continué d'importer des veaux destinés à l'abattage. Le port de Jorf Lasfar a récemment accueilli une cargaison de 1 300 têtes de bétail en provenance de France. Ces veaux, soumis à des contrôles sanitaires stricts, visent à combler les besoins du marché marocain en viande rouge, tout en évitant une augmentation des prix pour les consommateurs. Cette stratégie d'importation permet au gouvernement de répondre à la demande croissante sans affecter les ressources locales.

Politiquement, cette décision montre l'engagement du gouvernement à gérer la crise de l'approvisionnement en viande de manière proactive. Économiquement, bien que ces importations permettent de stabiliser les prix à court terme, elles posent des défis pour les éleveurs locaux, dont la compétitivité est mise à mal. Socialement, cette solution temporaire pourrait éviter une flambée des prix, mais elle ne répond pas aux problèmes structurels de la filière viande au Maroc.



Si les importations de viande rouge permettent de répondre à la demande immédiate, elles ne sont qu'une solution temporaire. À long terme, des réformes seront nécessaires pour soutenir l'élevage local, améliorer la gestion des ressources et renforcer l'autosuffisance alimentaire du Maroc.

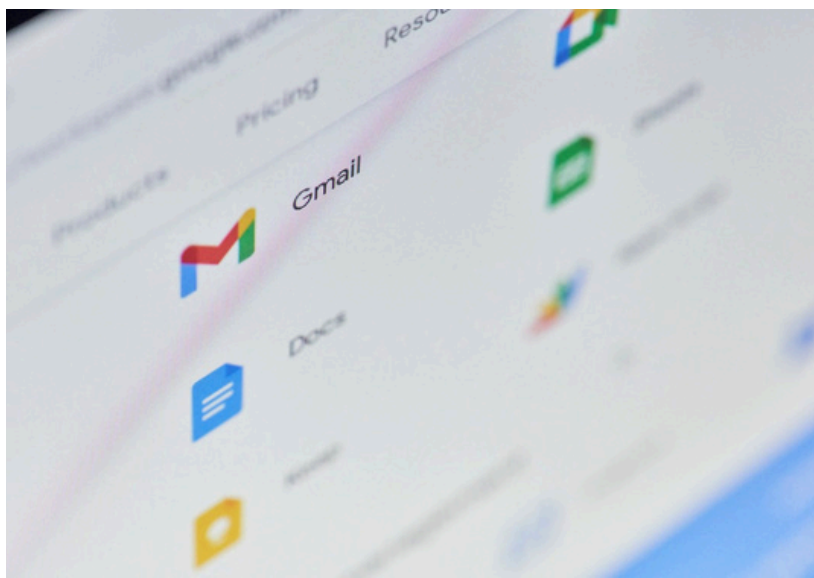


## **Azoulay honoré, une distinction pour la coexistence entre le Maroc et l'Espagne**

Le 18 septembre 2024, André Azoulay, conseiller du Roi Mohammed VI, a reçu la Grande Croix de l'Ordre d'Alphonse X le Sage à Madrid. Cette prestigieuse distinction est une reconnaissance de ses efforts pour promouvoir le dialogue interculturel et religieux entre le Maroc et l'Espagne. Azoulay, figure emblématique de la coexistence pacifique entre différentes cultures, a joué un rôle central dans le renforcement des relations entre les deux nations, notamment en matière de diplomatie culturelle.

## Google fait le ménage : des millions de comptes disparaîtront !

Google, dans une démarche de sécurisation et d'optimisation, a annoncé une vaste opération de suppression de comptes inactifs. Cette décision concerne tous les comptes qui n'ont pas été utilisés depuis plus de deux ans. Pour de nombreux utilisateurs, l'annonce a été perçue comme une menace, suscitant inquiétudes et questionnements. En effet, au-delà de la simple suppression de comptes inactifs, cela pourrait entraîner la perte de données personnelles précieuses, y compris des documents, photos, ou emails stockés dans leurs services associés.



**Votre compte Google pourrait être supprimé ! / Sauvez vos photos, Google menace de tout effacer ! / Un compte inactif ? Attention, Google pourrait l'effacer pour de bon !**

Les répercussions sociales de cette mesure sont multiples. Tout d'abord, cela interpelle sur la manière dont les géants du numérique gèrent les données des utilisateurs, posant des questions éthiques sur la propriété et la sécurité des informations personnelles. D'un point de vue économique, cette purge pourrait affecter des entreprises qui utilisent des comptes Google comme outils de gestion mais ne les activent pas régulièrement. Politiquement, cette décision rappelle l'importance d'une régulation accrue dans la gouvernance des données personnelles sur le web.

Comparé à des cas internationaux, Google ne serait pas le premier à mettre en œuvre de telles mesures. En 2021, Yahoo avait déjà procédé à une suppression massive de comptes inactifs pour des raisons similaires.

Si cette décision de Google semble avant tout motivée par des raisons de sécurité et d'efficacité, elle suscite des débats légitimes quant aux droits des utilisateurs sur leurs propres données.

À court terme, la suppression des comptes pourrait entraîner des perturbations pour certains utilisateurs, mais à long terme, cela souligne l'importance d'une meilleure gestion et organisation des données personnelles dans un monde de plus en plus connecté.





# غسل و قيس

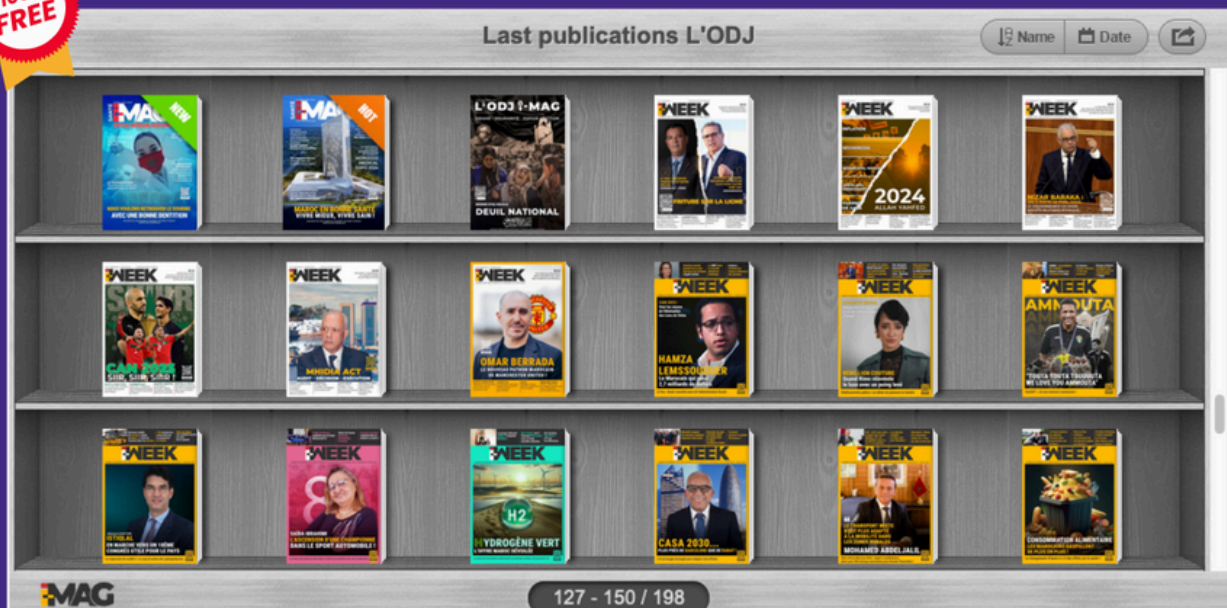


[www.pressplus.ma](http://www.pressplus.ma)



## LE KIOSQUE 2.0 DE L'ODJ MÉDIA

100%  
FREE



**Pressplus** est le kiosque 100% digital et augmenté de **L'ODJ Média** du groupe de presse **Arrissala SA** qui vous permet de lire plus des centaines de nos **magazines, hebdomadaires et quotidiens** gratuitement.

Que vous utilisiez votre téléphone mobile, votre tablette ou même votre PC, **Pressplus** vous apporte le kiosque directement chez vous



SCAN ME